



**Direction
Territoriale
Nord-Est**

Déclaration CFDT-VNF au CSA du 15 décembre DT du Nord-Est

Il y a une semaine, au siège de VNF à Béthune, un Comité d'Administration devait se réunir pour voter le budget 2026 de notre établissement. Cependant, ce moment crucial a révélé une réalité tragique : le projet de budget proposé trahit une nouvelle fois les engagements pris dans le Contrat d'Objectifs et de Performance (COP) signé entre l'État et VNF.

Ce COP, qui garantissait la stabilité des effectifs jusqu'en 2026 inclus, est désormais piétiné. En effet, en 2025, nos tutelles ont déjà procédé à la suppression de 38 équivalents temps plein. Pour l'année 2026, une baisse supplémentaire de 40 ETPT a été imposée par instruction du Premier Ministre. Ce sont donc 78 emplois qui disparaissent en seulement deux ans, une situation intolérable qui contredit ouvertement les promesses formulées dans le COP.

Fort de ce constat alarmant, la **CFDT-VNF** a exercé ses responsabilités en appelant les agents des Directions Territoriales à se mobiliser.

La CFDT-VNF a ainsi occupé le Conseil d'Administration afin de faire entendre sa voix et à clamer un refus catégorique face à ce budget injuste et à la réduction drastique des effectifs. Plus de 150 agents : techniciens, cadres, OPA, CDI publics / privés et CDD ont répondu présent pour exprimer leur désaccord. La DT NE y était représentée.

En conséquence, le Conseil d'Administration n'a pas pu se tenir, et cela constitue un signal fort envoyé à nos dirigeants. Il est impératif que la direction prenne conscience des enjeux réels que cette politique de réduction des effectifs engendre. Nous ne pouvons pas accepter que des décisions néfastes soient imposées sans consultation ni égard pour les conséquences sur nos conditions de travail et notre avenir.

Aujourd'hui, il est indéniable que la baisse des effectifs touche l'ensemble de notre Direction Territorial. Que ce soit dans l'exploitation, les services tertiaires, la maintenance ou même chez nos cadres, chacun d'entre nous ressent les effets de cette diminution. Il est crucial de prendre conscience de cette réalité qui nous concerne tous.

Dans les bureaux, sont entamé des réflexions pour redistribuer les tâches afin de pallier les absences dues à un manque de recrutement. Des agents à l'exploitation se voient contraints d'effectuer 17 semaines d'astreintes, ce qui n'est pas viable à long terme. Cette situation pose la question cruciale : sur les 40 Équivalents Temps Plein (ETPT) de notre DT, combien devront effectivement être supprimés ? La réponse à cette question conditionnera notre capacité à maintenir un service de qualité et à garantir le bien-être

des agents.

Le projet de téléconduite de la Moselle exacerbent nos inquiétudes. Pourrons-nous recruter suffisamment de personnel pour assurer le bon fonctionnement de ce projet ambitieux, ou serons-nous, une fois de plus, contraints de servir de tampon pour compenser cette baisse d'effectifs ? Ces interrogations soulèvent une problématique essentielle : devons-nous accepter de sacrifier notre qualité de service ?

Il est important de réaliser que l'avenir s'annonce difficile. Certains aspects de notre travail, qui auparavant étaient sources de satisfaction et de fierté, pourraient bien être abandonnés par manque de personnel. Cela ne doit pas devenir la norme. Au contraire, nous avons l'obligation de défendre notre modèle de travail et de revendiquer les ressources nécessaires pour exercer nos missions efficacement.

La **CFDT-VNF** continuera à combattre toutes ces sortes d'injustices et dégradations de nos conditions de travail.

Je vous remercie de votre attention.

Les élus CFDT-VNF au CSAL.

